

## CE MONDE QUI BOUGE

# Obama enterre-t-il le Grand-Moyen-Orient ?

Par Hassane Zerrouky



S'il y a une chose que paraît avoir compris Barack Obama, c'est que les Etats-Unis ne peuvent plus modifier la carte géopolitique du Moyen-Orient par la force des armes. Tirant les leçons de la stratégie guerrière et agressive de son prédécesseur George Bush à laquelle d'ailleurs il s'était opposé quand il était sénateur, le nouveau chef de la Maison Blanche s'est prononcé pour un nouveau partenariat «basé sur le respect mutuel» entre les Etats-Unis et le monde arabe et islamique. Certains indices laissent penser qu'il est en train d'agir dans ce sens. Ainsi en est-il de la récente visite d'Hillary Clinton dans la région. Washington est ainsi en train de renouer les fils avec la Syrie que George Bush accusait de soutien au terrorisme, voire de soutenir les insurgés irakiens y compris Al-Qaïda ! Envers l'Iran, que le même Bush menaçait d'intervention militaire si Téhéran ne mettait pas un terme à son programme nucléaire, Barack Obama semble préférer la négociation, et ne pas tenir compte des affabulations de Tel-Aviv selon qui l'Iran chercherait à effacer Israël de la carte ! Enfin, et surtout, envers l'Afghanistan, Barack Obama a été on ne peut plus clair : les Etats-Unis, a-t-il admis, ne sont pas en mesure de gagner la guerre ! Il propose une autre démarche et n'exclut pas une ouverture en direction des insurgés afghans – ils sont plus nombreux qu'on le pense – qui n'ont rien à voir avec les talibans ou Al Qaïda ! En clair, la politique de remodelage de la carte du monde arabe et islamique – le projet de Grand-Moyen-Orient préconisé par George Bush – n'est plus à l'ordre du jour. On peut estimer qu'il a été enterré. La nouvelle administration américaine semble avoir compris que le Moyen-Orient est une poudrière où les Etats-Unis risquent un enlèvement sans fin. En Irak, les forces US ont perdu 4 250 hommes et près de 40 000 blessés dont une partie handicapée à vie. L'effort de guerre – 142 000 soldats plus le matériel déployé (chars, armement lourd, avions et hélicoptères – a coûté plus de 2000 milliards de dollars au budget américain. «Time is money», par ces temps de crise financière, Washington, qui cherche à la juguler afin de relancer sa machine économique si elle veut garder sa place de première puissance mondiale, ne peut plus se permettre un tel effort financier et d'ouvrir d'autres fronts. Sans préjuger de ce que sera en fin de compte la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis sous l'ère d'Obama, on peut constater que le discours a changé, y compris à l'égard de Cuba même s'il n'est pas encore question de lever l'embargo que subit ce pays depuis 1962 ! Reste la question palestinienne et Israël, cet allié stratégique et privilégié de Washington dans cette région du monde. Bien qu'il ait déclaré que le règlement de la crise israélo-palestinienne sera l'une de ses priorités, la question est de savoir s'il fera montre de suffisamment de courage politique pour faire pression sur cet allié encombrant afin qu'il cesse sa politique de colonisation des territoires palestiniens et qu'il accepte l'existence d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale dans les frontières de 1967 ? Fera-t-il entendre raison à Israël afin qu'il se retire du Golan syrien occupé depuis juin 1967 ? Ce sera en fin de compte sur sa capacité à agir pour régler un conflit datant de 1948 qu'il sera jugé. Il en a les moyens. Sans l'appui inconditionnel des Etats-Unis, sans son aide financière et militaire dont une partie non remboursable (sous forme de dons), Israël ne se montrerait pas si arrogant, ne se comporterait pas comme un Etat au-dessus de la justice internationale, violant les droits de l'homme, en raison des crimes de guerre commis par son armée à Ghaza, en Cisjordanie et au Liban.

H. Z.

## LES ALGÉRIENS CLAQUENT LA PORTE DU CFCM

# Hégémonie marocaine bénie par les autorités françaises

*Le clash que viennent de produire la Fédération nationale de la Grande Mosquée de Paris et la Grande Mosquée de Lyon en gelant leur participation au Conseil français du culte musulman (CFCM) était quasi prévisible.*

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

«C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase», nous déclare Kamel Kabtane, recteur de la Grande Mosquée de Lyon, contacté hier par téléphone et qui nous explique cette décision, venue près d'une année après le renouvellement (juin 2008) des instances de ce conseil, dont le mode d'élection a favorisé l'hégémonie des Marocains qui constituent 95% des responsables de cette institution.

Le ras-le-bol ayant amené cette décision de gel, s'il s'explique par l'hégémonie marocaine sur une institution censée représenter l'islam de France dans sa diversité et non un islam spécifique à un pays, il vient aussi de la «caution» que semblent accorder à cette situation le ministère français de l'Intérieur et des Cultes en prenant part aux rencontres sur l'Islam en France et en Europe, organisées dans un pays étranger, le Maroc. Il s'agit, en l'occurrence, d'un colloque organisé le

week-end dernier à Fès, au Maroc, par le Conseil des Marocains à l'étranger, dont le président est El Ouazzani, mis par le roi à la tête de cette institution. Là où le bât blesse pour ceux qui viennent de claquer la porte est de voir l'Etat français prendre part à cette rencontre en s'y faisant représenter, d'une façon singulière, par David Sénat, conseiller, chargé des religions auprès de la ministre de l'Intérieur.

Grande Mosquée de Paris et Grande Mosquée de Lyon, rappelle Kamel Kabtane, par ailleurs trésorier-adjoint du CFCM, s'inquiètent de l'ingérence marocaine dans le fonctionnement du CFCM et qui ne date pas d'hier. A ce propos d'ailleurs, un responsable de la Grande Mosquée de Paris nous a expliqué que depuis les élections de juin dernier, les nouveaux responsables du CFCM, sans se cacher d'ailleurs, traitent de cette institution dans les locaux mêmes de l'ambassade du Maroc et en présence de l'ambassadeur, des fonctionnaires

des AE marocains et de certains ministres, ce qui constitue «une véritable dérive». «L'objectif, nous dit par ailleurs M. Kebtane, n'est pas de jeter de l'huile sur le feu, mais l'on est en droit de s'interroger, notamment après les dernières déclarations, à l'AFP, d'un représentant du ministère de l'Intérieur qui considère que le gel de notre participation viendrait de l'échec qu'aurait subi une initiative algéro-laïque dans sa tentative de créer une représentation communautariste des musulmans de France.»

«Ces propos sont inacceptables et de plus, ils vont à l'encontre des réserves que devraient avoir tout représentant de l'Etat», nous dit encore notre interlocuteur de Lyon. «Le CFCM a été, nous explique-t-il, construit sur des équilibres où toutes les sensibilités étaient représentées».

Or aujourd'hui, ces équilibres sont rompus. Le responsable de la Mosquée de Paris, à qui l'on faisait remarquer que ce problème ne date pas d'aujourd'hui et qu'il était déjà présent dès juin dernier, lors de l'élection des nouvelles instances dirigeantes à laquelle les Algériens n'ont pas pris part, nous répond que

les trois Algériens sur 17 membres des instances dirigeantes (Dalil Boubeker, Abdallah Zekri et Kamel Kebtane) y sont en tant que membres fondateurs, de droit. «Depuis 2003, date de création du CFCM, poursuit-il, nous n'avons eu de cesse de rappeler aux autorités françaises chargées du culte que le mode électif, consistant en une représentation dans l'institution en fonction de la surface des lieux du culte, était un non-sens.

Les autorités en 2003, 2005 et encore l'année dernière nous avaient promis de revoir ce système de critères électoraux. A ce jour, ces promesses n'ont pas été tenues et nous nous retrouvons dans des tentatives d'ingérence permanentes qui vont jusqu'à vouloir exclure du bureau du CFCM les grandes mosquées.»

La patience a trop duré, considèrent nos interlocuteurs. Dans la foulée, Kamel Kebtane souligne que, partant du nombre de musulmans algériens en France, les Algériens devraient, pour le moins, mener une réflexion pour défendre notre pré carré et contrecarrer ceux qui ont pour projet de limiter notre présence.

K. B.-A.

## EN PRÉVISION DE LA SAISON ESTIVALE

# Air France propose des vols supplémentaires vers Paris et Marseille

*Air France lancera prochainement un vol supplémentaire à partir d'Alger vers Paris-Charles-de-Gaulle ainsi qu'un vol quotidien vers Marseille. La compagnie aérienne française propose également de nouvelles offres tarifaires à l'occasion de la prochaine saison estivale.*

Tarek Hafid - Alger (Le Soir)

-Dès le 29 mars prochain, Air France proposera une quatrième fréquence quotidienne à partir d'Alger vers Paris-Charles-de-Gaulle. «Pour répondre à la forte demande en période estivale, il a été décidé de rajouter un vol vers Paris. Aussi, cette quatrième fréquence est programmée pour faciliter aux passagers de prendre des correspondances vers d'autres destinations», a indiqué, hier, Jean-François Fauveau, délégué régional d'Air France, lors d'une conférence de presse.

Le lancement d'un vol quotidien à destination de Marseille constitue l'autre nouveauté pour la saison estivale. «Avec ces fréquences supplémentaires, Air France offrira cet été un total de 267 682 à partir d'Alger», a expliqué Jean-

François Fauveau. Selon lui, la compagnie française

a réalisé «d'excellents» résultats financiers au titre de l'exercice 2008. «Nous avons réalisé des résultats excellents avec une croissance de 17%.

Le nombre de passagers a augmenté de 12 %. Comme l'ensemble des

compagnies aériennes, Air France KLM est très sérieusement touchée par la crise financière internationale. Mais l'Algérie fait partie des quelques rares destinations où nous enregistrons des augmentations», a souligné Jean-François

Fauveau. Lors de cette rencontre avec la presse, le délégué régional d'Air France a également présenté les nouvelles offres tarifaires pour la saison estivale vers la France, l'Europe et les destinations long-courrier.

T. H.

## RAPPORT DE MISSION DU COMITÉ EUROPÉEN AD HOC POUR LE SAHARA OCCIDENTAL

# Le Maroc totalement coupable

Salle ASP - 161 - Parlement européen - Bruxelles. L'atmosphère est studieuse. Tendue.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

I. Kassoulides, président de la délégation ad hoc pour le Sahara Occidental, éclaire l'auditorium sur les objectifs et les résultats de la mission.

Ensuite, il rappelle que l'enquête menée à Laâyoune (Sahara Occidental occupé) est un prolongement concret, logique d'une décision prise par la plénière du Parlement européen. Le rapport de mission est disponible et tous les présents l'ont sous les yeux. En espagnol, en anglais, en français. Les diplomates algérienne et marocaine sont représentées. Le Front Polisario aussi par Mohamed Sidati, ministre délégué pour

l'Europe, et Jamel Zakari, représentant sahraoui en Belgique. Les eurodéputés présents défendent tous l'esprit et la lettre du fascicule Kassoulides. Sauf deux, Alain Hutchinson (Belgique) et Couteaux (France). A leurs yeux, les conclusions sont trop accablantes pour le Maroc et favorables au Polisario.

Une cascade d'autres interventions d'europarlementaires (Pasqualina Napolitano, Romeiva, Anna-Garcia Perez, Camero, Carlos Iturgaiz) remettent, fermement, Hutchinson et Couteaux à leur place. Ces deux derniers ne demandaient, ni plus ni moins, que le rejet et l'invalidation du rapport de mission. Après le rappel des faits et les arguments des uns et des autres, le rapport est adopté dans sa totalité.

Il sera transmis à la conférence des présidents. Ioannis Kassoulides lève la séance. Grise mine marocaine et satisfaction non feinte des Sahraouis.

Le rapport des eurodéputés est, effectivement, accablant. Précis, concis, il est sans appel. Violation des droits de l'homme au quotidien, répression féroce des populations sahraouies dans toutes les villes sous occupation, barbarie policière, interdiction de manifester, de se réunir pour les ONG proches du Polisario. Des témoignages et des faits précis, vérifiables, sont consignés dans le rapport. Pour autant, les europarlementaires n'omettent pas de relever dans le préambule que le Sahara Occidental est un territoire non autonome, relevant de la doctrine des Nations unies en matière de décolonisation...

Quelques minutes plus tard, tombe la déclaration de Mohamed Sidati, représentant la RASD et le Polisario en Europe. Elle soutient clairement le rapport de mission «Kassoulides»... C'est un tournant européen en faveur du peuple sahraoui...

A. M.

## ACCORDS HISTORIQUES D'ÉVIAN

# Les négociateurs honorés

*Des témoignages poignants mêlés à des bribes de mémoire ont mis en vedette, hier au centre de presse El Moudjahid, les négociateurs des accords historiques d'Évian. Un hommage rendu par l'association Machaâl Echahid.*

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Krim Belkacem, Ahmed Boumendjel, Tayeb Boulahrouf, Ahmed Francis, Saâd Dahlab, Mohamed Seddik Ben Yahia et Redha Malek ont été les acteurs de cette partie de l'histoire de l'Algérie indépendante. En fins négociateurs, ils ont su crier «victoire» face aux colonisateurs, lors des accords du 19 mars 1962. Maître Ali Haroun, El-Mili, Ameur Ben Toumi et de nombreux anciens combattants sont longuement revenus sur l'historique de ces faits. Présidée par Krim Belkacem, soutenue par Saâd

Dahlab, la délégation algérienne, ayant participé aux premières négociations gouvernementales algéro-françaises, a permis de recouvrer l'indépendance totale du pays, sur la base de l'intégrité de son territoire et de l'unité de son peuple, assurant ainsi la réalisation entière des engagements pris dans la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954.

Les intervenants ont rappelé les péripéties des négociations et le rôle majeur joué par Krim Belkacem, vice-président du GPRA, qui a été aussi ministre des Armées dans le GPRA et ministre des

Affaires étrangères. Maître Ameur Ben Toumi a tenu, pour sa part, à rendre hommage à Saâd Dahlab, qui a «joué un rôle primordial dans la conduite des négociations».

Ce dernier estime que «Krim Belkacem et Saâd Dahlab étaient en accord parfait et travaillaient harmonieusement, ne faisant qu'un face aux Français». On évoquera l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en France (septembre 1958) et sa première proposition aux moudjahidines, sous forme de paix des braves, qui fut un lamentable échec pour son auteur face à la fermeté du FLN.

On rappellera la volonté de De Gaulle, à son arrivée au pouvoir dans son pays, de tout faire pour terrasser la Révolution algérienne.

Le général Challe prônera la solution militaire. Ainsi, le 30 juin 1960 s'ouvrirent des négociations à Melun (France), tenues secrètes. Le GPRA, après débat, répondit à l'invitation, à la surprise du chef de l'Etat français qui s'attendait à un refus à sa proposition.

Commence alors un cycle de négociations. Le 7 mars 1961, a eu lieu la levée des préalables. Diplomate, Krim Belkacem jouera un rôle primordial dans les négociations du 19 mars 1962, faisant participer les autres négociateurs. Sur toutes les questions qui restaient en suspens, l'accord se fit (le Sahara notamment). La victoire fut.

W. Z.